

NÉO

À l'école du « toutes et tous capables »



Le sens du métier

L'observatoire des inégalités pointe dans son « Rapport sur les inégalités en France »* que, dès le primaire, les enfants d'origine populaire obtiennent en moyenne de moins bons résultats que les enfants de cadres. Des inégalités qui se creusent de plus en plus en France, conséquence de politiques éducatives niant les apports de tout un pan de la recherche en éducation, dont cette publication rend compte.

Les PE peuvent agir au quotidien pour enrayer cette dynamique. Contre des prescriptions de plus en plus injonctives, il importe de reprendre la main sur le métier et ses pratiques, en se défiant notamment des méthodes présentées comme « magiques », à l'instar de l'enseignement explicite prôné par l'institution. Conserver la volonté de faire progresser l'ensemble des élèves, avec une réelle ambition pour toutes et tous, est une condition essentielle pour donner tout son sens au métier et s'y sentir bien.

Cette publication propose d'éclairer ce qui participe aux inégalités scolaires, notamment avec les travaux de Sébastien Goudeau, psychologue social. Des premières pistes pédagogiques sont proposées par Jacques Bernardin, spécialiste des sciences de l'éducation. Les inégalités scolaires ne sont pas une fatalité. La finalité du service public d'éducation est la réussite de l'ensemble des élèves, quelle que soit leur origine sociale.

* <https://snu2.fr/4q5YgoH>

► Inégalités scolaires : la France, mauvaise élève

Mesure de l'écart entre les 25 % des élèves des milieux les plus populaires et les 25 % des élèves des milieux les plus favorisés.

115 points **LITTÉRATURE**
FRANCE

94 points **OCDE**

112 points **MATHÉMATIQUES**
FRANCE

94 points **OCDE**

Penser les pratiques pédagogiques et lutter contre les inégalités scolaires



Enseignement explicite, le grand détournement

Pour lutter contre les inégalités scolaires, le ministère promeut comme modèle pédagogique unique une version de l'enseignement explicite, scientifiquement contestable.

Vanté de manière unilatérale par le ministère, l'enseignement explicite selon l'universitaire canadien Steve Bissonnette, relève en fait de « l'instruction directe ». Il est centré sur des séquences très balisées à travers le modelage de l'enseignant·e, puis le guidage des pratiques, avant une réalisation autonome de la tâche. Adoubé par le Conseil scientifique de l'éducation nationale, ce modèle pédagogique est diffusé massivement dans les formations, guides et prescriptions officielles. Or, sa présumée validité scientifique ne repose que sur un corpus de recherches limité, très sélectif et discuté par de nombreux chercheurs et chercheuses en sciences de l'éducation.

L'enseignement explicite ne se réduit pas à ce courant comportementaliste basé sur le découpage de procédures complexes en procédures simples observables. D'autres travaux, dont ceux des chercheurs du groupe ESCOL

Jean-Yves Rochex* et Stéphane Bonnéry**, défendent un tout autre horizon : rendre explicites les enjeux intellectuels des tâches, lever les malentendus sur ce qui est réellement attendu, permettre à tous les élèves d'accéder à des savoirs complexes et une véritable culture commune. Dans cette perspective, expliciter ne consiste pas à découper les savoirs en micro-compétences à entraîner, mais à « vendre la mèche » sur le sens des activités, travailler la distance entre tâche et apprentissage, aider les élèves à passer de l'exécution à la compréhension et à la conceptualisation.

Lever les implicites

C'est précisément là que réside l'enjeu de la réduction des inégalités scolaires. Un enseignement explicite, réduit à des consignes très dirigées et des exercices répétitifs, peut donner l'illusion d'efficacité, surtout à court terme. Mais il risque de cantonner les élèves des milieux populaires, peu connivents avec la culture scolaire, à des tâches de base, tandis que les autres continuent, par leur socialisation familiale, à accéder à des savoirs de plus haut niveau. Une version exigeante de l'enseignement explicite invite au contraire à expliciter les attentes, les modes de raisonnement et lever les implicites du jeu scolaire. Ainsi, l'école cesse d'être le lieu d'un « délit d'initiés » où l'on sélectionne celles et ceux qui possèdent déjà les bons codes.

* <https://snu2.fr/3Lj7hfa>

** <https://snu2.fr/4jtkb6F>

POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES, LA FSU-SNUIPP S'ENGAGE :

- ➖ Suppression des injonctions aux « bonnes pratiques » ;
- ⊕ Promotion d'une formation fondée sur toute la recherche en éducation pour nourrir les débats et choix pédagogiques ;
- ➖ Abandon des évaluations nationales standardisées et d'un enseignement piloté par les résultats ;
- ⊕ Conception d'évaluations formatives par les PE, au service des apprentissages des élèves ;
- ➖ Refus de la prise en charge médicale systématique de la difficulté scolaire ;
- ⊕ Développement du « Plus de PE que de classes », de RASED et d'équipes pluriprofessionnelles.



«Clarté des enjeux et sens au cœur des situations proposées»

3 QUESTIONS À Jacques Bernardin, docteur en Sciences de l'Éducation et Président du Groupe Français d'Éducation Nouvelle (GFEN)

1 D'OÙ VIENNENT LES INÉGALITÉS SCOLAIRES ?

Elles sont clairement corrélées aux origines sociales des élèves. On constate une différence d'intérêt et d'implication en classe, liée au sens que les élèves donnent à leur présence et à leur posture face aux apprentissages. Certains élèves issus de milieux les moins favorisés peuvent avoir une faible estime d'eux-mêmes ou manquer de motivation. Certaines de nos réponses aux difficultés peuvent être contre-productives par méconnaissance de la logique des élèves. Sans précaution, on risque de ne parler qu'aux élèves en phase avec l'univers scolaire. A contrario, une suradaptation aux capacités et niveaux présumés des élèves pensés fragiles peut accroître les différences en pensant les amoindrir.

2 DES PISTES PÉDAGOGIQUES ?

La clarté des enjeux et le sens doivent être au cœur des situations proposées. La certitude du « toutes et tous capables » doit guider notre ambition pour tous les élèves et leur permettre des dépassements audacieux. Enfin, il est indispensable de conduire les séances en étant attentif à une compréhension réellement partagée, en les amenant systématiquement à justifier leur réponse. Les élèves scolairement fragiles ayant tendance à décrocher face à la difficulté, il faut stimuler leur implication jusqu'au terme de l'activité. Outre les échanges entre pairs, chaque nouvelle réussite y contribue.

3 CONCRÈTEMENT ?

Le temps d'appropriation de la consigne est indispensable pour éviter d'entrer dans le « vite fait, mal fait ». Faire reformuler leur apprentissage pour anticiper le travail, identifier le but auquel parvenir et imaginer les moyens à mobiliser. Certains, guidés par le « sois sage et écoute bien la maîtresse » entendu à la maison, n'osent pas intervenir faute d'être sûrs d'avoir la « bonne réponse ». Inciter à chercher, tâtonner, est nécessaire pour les sécuriser. Les modalités de travail sont décisives. Travailler seul, puis en petits groupes et enfin en groupe classe, permet

« La certitude du «toutes et tous capables» doit **guider notre ambition** pour tous les élèves »

de vaincre timidité et inhibition, d'élargir et d'approfondir la réflexion. Enfin, on observe souvent des séquences où le temps du faire a été tellement prenant que les élèves ne sont plus là au moment de « faire leçon », et l'enseignant-e conduit

quasi seul-e ce moment d'institutionnalisation pourtant le plus formateur. Devant être dynamique, celui-ci peut être immédiat ou différé à partir des traces réalisées.

Ce que parler veut dire

Les recherches de Sébastien Goudeau, professeur des universités en psychologie sociale à l'Université de Poitiers, portent sur les pratiques langagières dès l'école maternelle. Ses analyses quantitatives et qualitatives d'enregistrements vidéos de séquences en classe montrent qu'il existe « des différences liées à l'origine sociale dans les prises de parole » en termes de nombre, d'aisance et de variété des sujets abordés. Ces comportements observables sont l'expression des « différences liées aux expériences culturelles des enfants ».

Les temps de regroupement en classe entière peuvent ainsi privilégier la prise de parole des élèves de milieux favorisés, au détriment des enfants de milieux populaires, indépendamment de leur niveau langagier. En effet, les premiers « répondent plus souvent aux questions collectives », et comme ils ont des expériences culturelles plus nombreuses et variées, scolairement valorisées, leur « prise de parole est plus longue ».

L'école ne peut pas tout et réduire ces inégalités langagières passe « avant tout par la réduction des inégalités des conditions de vie des familles ». La formation des PE « à la compréhension de ces phénomènes [pour] avoir des pratiques de gestion de groupe différentes » est toutefois un levier décisif.



Pour aller plus loin : ➤ « La construction des inégalités scolaires à l'école maternelle », conférence de Sébastien Goudeau à l'Université d'Automne 2025 de la FSU-SNUipp, disponible en replay : ► www.youtube.com/watch?v=sc6NknO66y8

Texte libre, tout le monde s'y met

Grâce à la rédaction libre, tous les GS, CP, CE1 de l'école Michel Pauthe à Labessière Candeil font leurs premiers pas dans la langue écrite.

Marion Caussanel, titulaire depuis 4 ans, a obtenu son premier poste d'adjointe en GS, CP, CE1 cette année à l'école Michel Pauthe à Labessière Candeil (Tarn). Intéressée par les pédagogies de l'éducation nouvelle découvertes à l'INSPE, elle met en place depuis septembre la production de textes libres, conçue par Célestin Freinet pour travailler à la fois la production d'écrit mais aussi la lecture.

Chaque semaine, en plus de l'étude de graphèmes, les élèves écrivent ce qu'ils souhaitent sachant que l'un de leur texte, choisi par l'enseignante, fera l'objet d'une séance de lecture la semaine suivante. Après un temps d'écriture, elle reprend l'écrit avec chaque élève de CP. « Ce temps dépend de l'élève, précise Marion, et les critères de correction varient selon l'écrit, sa progression mais sans jamais simplifier les objectifs ».

À la conquête de l'autonomie

Pour les élèves les plus en difficulté qui écrivent des mots réduits à quelques lettres, pas toujours correctement segmentés, « je propose de l'aide pour segmenter leur phrase et encoder quelques mots » ajoute la PE. Pour d'autres, l'activité consiste à passer de l'encodage à une écriture orthographiquement et syntaxiquement correcte. Le premier texte de l'année a été réalisé sous forme de dictée à l'adulte avec la prise en charge de certains mots par l'élève. À partir de la deuxième production, les enfants travaillent de manière autonome. « Même les élèves les plus en difficulté adoptent une posture décomplexée face à la tâche de production » s'enthousiasme Marion. « Je vois les productions passer d'une ligne de lettres à l'apparition de syllabes avec une correspondance grapho-phonologique mais aussi à des mots ». La pratique du texte libre place ainsi les élèves au centre des apprentissages et fait prendre confiance pour que toutes et tous entrent dans la langue écrite.



UN VRAI BUDGET POUR L'ÉCOLE !

Le projet initial du budget 2026 prévoit la fermeture de quelques milliers de postes dans l'Éducation nationale au motif de la baisse démographique. La FSU-SNUipp dénonce une gestion purement comptable des moyens. Maintenir a minima le nombre actuel de postes de PE permettrait de réduire le nombre d'élèves par classe à 18,2 d'ici 2034, soit la moyenne de l'Union Européenne, engageant ainsi une véritable politique de lutte contre les inégalités scolaires.

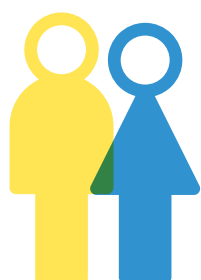
En effet, avec des classes allégées et le déploiement de dispositifs comme le « Plus de maîtres que de classes » (PDMQDC), de nouvelles pratiques pédagogiques pourraient émerger, dont le co-enseignement avec une ou un PE spécialisé pour croiser les regards sur les difficultés et les besoins des élèves.

La lutte contre les inégalités passe également par la formation et davantage de concertation que permettrait la déconnexion du temps enseignant et du temps élève. Côté PE, le temps de travail hebdomadaire serait réduit à 18 h face aux élèves et 3 h de formation et de concertation. Les élèves conserveraient leurs 24 h d'apprentissage. Cela nécessite d'abonder les postes, ou a minima de les maintenir.

Les économistes de l'Institut des politiques publiques* rappellent que les dépenses d'éducation relèvent de l'investissement. C'est pourquoi elles doivent être prioritaires.

POUR ALLER PLUS LOIN

voir dossier spécial *Fenêtres sur cours* n°507
« Moins d'élèves pour mieux apprendre » :
► <https://snu2.fr/3LpR7QX>



Nombre moyen d'élèves par classe

FRANCE	21,15
OCDE	20,76
UE25	19

Source : Regards sur l'éducation 2025, OCDE.